

Philippe PORTIER
Jean-Paul WILLAIME

LE CHRISTIANISME ET LA MODERNITÉ EUROPÉENNE (1) RÉCUSER LE DÉNI



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Décembre 2018

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

LE CHRISTIANISME ET LA MODERNITÉ EUROPÉENNE (1) RÉCUSER LE DÉNI

Philippe PORTIER
Jean-Paul WILLAIME

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

La Fondation pour l'innovation politique offre un **espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange** tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au **pluralisme de la pensée** et au renouvellement du **débat public** dans une **perspective libérale, progressiste et européenne**. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la **croissance économique**, **l'écologie**, les **valeurs** et le **numérique**.

Le site fondapol.org met à disposition du public la totalité de ses travaux. La plateforme « **Data.fondapol** » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « **Trop Libre** » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
I. LA QUERELLE DES HÉRITAGES.....	11
1. L'Europe face à ses héritages.....	11
2. Religion, théologie et éthique : l'impensé de la laïcité.....	14
3. Le christianisme comme sécularisation : le fondement de la modernité ?.....	15
4. La religion comme structure sociale et filiation.....	17
5. De l'oubli de la tradition à sa critique ignorante.....	19
II. LE CHRISTIANISME DANS LA REFONDATION DU MONDE.....	22
1. Subjectivation.....	26
2. Différenciation.....	27
3. Rationalisation.....	28

RÉSUMÉ

On a parfois tendance, aussi bien en France que dans l'Union européenne, à occulter le rôle important de la religion chrétienne dans la généalogie de la modernité. Cette note se propose de récuser ce déni, en insistant sur le rôle (paradoxal) joué par la réflexivité chrétienne dans la sortie de l'univers théocratique et dans l'émergence de la civilisation démocratique.

La seconde partie de cette note, publiée simultanément, s'intitule *Le christianisme et la modernité européenne (2) Comprendre le retour de l'institution religieuse*. Après avoir abordé les résistances religieuses qui ont fait obstacle à la constitution de la modernité occidentale et qui ont souvent débouché sur la mise à l'écart des Églises, elle vise à montrer comment les institutions religieuses font aujourd'hui leur retour dans l'espace public.

LE CHRISTIANISME ET LA MODERNITÉ EUROPÉENNE (1) RÉCUSER LE DÉNI

Philippe PORTIER et Jean-Paul WILLAIME

Directeurs d'études à l'École pratique des hautes études (PSL-Sorbonne)

INTRODUCTION

Comment considérer, du point de vue des sciences sociales, les apports du christianisme à la production de la modernité européenne ? Le sujet est non seulement complexe, mais il est aussi discuté tant la question du rapport au christianisme, dans notre société sécularisée et notre république laïque, reste sensible. Comme si reconnaître ces apports était gênant car remettant en cause un récit largement partagé : la modernité, en Occident, se serait construite contre la religion et constituerait avant tout une « sortie de la religion », en particulier, du christianisme. Mais que signifie « sortir du christianisme » ? Certes, les taux d'appartenance et de pratique ont chuté¹ mais cela signifie-t-il que nous soyons véritablement sortis du christianisme ? D'un certain christianisme, assurément, oui, celui qui se concevait comme système englobant de la société ; mais du christianisme en général, cela est moins sûr.

1. Voir Yves Lambert, « Âges, générations et christianisme en France et en Europe », *Revue française de sociologie*, vol. 34, n° 4, octobre-décembre 1993, p. 525-555
[www.persee.fr/doc/AsPDF/rfsoc_0035-2969_1993_num_34_4_4284.pdf].

En effet, « l'histoire du christianisme est traversée d'un bout à l'autre par les mises en garde, venues de son propre sein, contre les effets de son institutionnalisation et, ce qui n'est pas la même chose, de sa compromission avec le pouvoir séculier, et par le rappel à la pureté du message évangélique² ». En intégrant dans sa logique interne une autocritique de ses réalisations, la religion chrétienne participe *de facto* à un principe important de la modernité : la réflexivité permanente. Puisqu'il est évident que nous sortons d'une certaine configuration socioculturelle du christianisme, pourquoi en exclure une autre configuration ? Il faudrait d'abord dire de quel christianisme nous sortons, ce qui permettrait d'être plus attentifs aux recompositions chrétiennes contemporaines, et s'interroger ensuite sur ce que signifie exactement « sortir ». Comme l'a fort justement fait remarquer Jean-Marie Donegani, « cette sortie du christianisme peut être interprétée soit comme on sort d'un pays, soit comme on sort de ses parents³ ». La première interprétation accentue la rupture puisque, dans ce cas, on quitte un monde, le monde chrétien, pour entrer dans un autre, le monde moderne. La seconde interprétation a une tout autre signification puisqu'elle pointe une continuité entre le monde moderne et le monde chrétien : ce dernier ne serait pas étranger à l'émergence du premier. Disons-le d'emblée, cette seconde interprétation nous paraît plus juste que celle qui privilégie unilatéralement la rupture. Sans nier les résistances et les conflits qui ont ponctué l'émergence de la modernité occidentale, le schéma de la « guerre des deux France » (catholique et laïque) a occulté le rôle important du christianisme dans la généalogie de cette modernité et masque aujourd'hui les reconfigurations du rôle du christianisme dans l'ultramodernité contemporaine. C'est ce que cette note, écrite en deux parties et à quatre mains, voudrait montrer. Pour ce faire, nous nous sommes limités à l'Europe occidentale, ce qui explique que nous nous intéressions au christianisme catholique et protestant, et fassions peu mention du christianisme orthodoxe. Focalisé sur le christianisme comme corpus symbolique constituant une des sources de la modernité occidentale, ce texte n'aborde pas la question de la situation actuelle de cette religion, ni de sa vitalité mesurée à l'aune des taux d'appartenance, de pratiques culturelles, d'ordinations, ni de sa diversité observée à travers les clivages et tensions internes qui la traversent. Les deux auteurs de ce texte ont étudié ces éléments importants dans d'autres publications.

2. Vincent Delecroix, *Apocalypse du politique*, Desclée de Brouwer, 2016, p. 133.

3. Jean-Marie Donegani, « La mondanisation du salut », *Recherches de science religieuse*, vol. 100, n° 3, juillet-septembre 2012, p. 363
(www.cairn.info/revue-recherches-de-science-religieuse-2012-3-page-345.htm).

I. LA QUERELLE DES HÉRITAGES

1. L'Europe face à ses héritages

Comme l'a révélée, en 2000, la querelle à propos de la mention des héritages religieux dans le préambule de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la référence à une dimension religieuse en général ou, plus précisément, au christianisme fait polémique⁴.

Pour les uns, il est évident que le fait que le christianisme représente une dimension importante de l'histoire et de la culture de l'Europe – et donc de son identité – implique qu'il doit être reconnu. Ne pas le faire serait ne pas vouloir prendre en compte ce qui a contribué à ce que nous sommes. Si on admet que l'hindouisme a joué un rôle important dans la civilisation de la péninsule indienne, que le bouddhisme a joué un grand rôle en Asie du Sud-Est, le confucianisme et le taoïsme en Chine, l'islam dans l'aire arabo-musulmane et dans quelques autres aires culturelles, pourquoi ne pas admettre que le profil civilisationnel de l'Europe a quelque chose à voir avec le christianisme ? L'universalité séculière dont se prétend porteuse cette civilisation, celle de la démocratie et des droits humains fondamentaux, de la science, du libre examen et du questionnement critique, n'est pas tombée du ciel. Cette universalité a émergé d'un terreau nourri par les apports de Jérusalem, d'Athènes et de Rome, est née des interrelations entre judaïsme et christianisme, d'une part, entre philosophie grecque et droit romain, d'autre part. Un terreau diversifié, donc, et qui a nourri de multiples tensions et conflits (de la querelle des investitures à la laïcité). Un terreau où le christianisme occupe une place importante. C'est parce que l'Occident a créé cette dimension universaliste affirmée que les Occidentaux se sont particulièrement préoccupés de l'« amélioration » de soi et des autres, y compris en justifiant des entreprises coloniales au nom de la civilisation et du progrès. Si la civilisation occidentale s'est voulue missionnaire en prétendant que ses idéaux et ses normes avaient une portée universelle, cela est dû à la rencontre entre le christianisme et des philosophies séculières questionnant ses affirmations et ses prétentions. Comme l'a bien montré Edgar Morin, l'Europe, c'est une dialogique entre la foi et le doute⁵. Aujourd'hui, alors que les Églises chrétiennes ont renoncé au pouvoir temporel, nous observons les incontestables affinités de l'éthique chrétienne avec les idéaux républicains de liberté, d'égalité et de fraternité. Sans nier les reconfigurations contemporaines du paysage religieux et convictionnel de l'Europe et les effets

4. Voir sur le débat français, Philippe Portier, « "Les racines chrétiennes de la nation", Parcours d'une controverse », in Olivier Da Lage [dir.], *L'essor des nationalismes religieux*, Paris, Demopolis, 2018.

5. Voir Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Gallimard, 1987.

de la sécularisation, ni les conflits qui ont régulièrement opposé les autorités chrétiennes aux autorités civiles et tout en reconnaissant que les progrès dans la connaissance apportés par la science et les avancées vers plus de liberté et d'égalité apportées par la démocratisation ont souvent rencontré l'opposition des Églises, pourquoi occulterions-nous les apports essentiels et variés du christianisme à la civilisation européenne, y compris dans ses dimensions universalistes ?

Mais, pour d'autres, il est tout aussi évident qu'il n'y a aucune raison aujourd'hui de mentionner une quelconque dimension religieuse de l'Europe. D'une part, pour une raison empirique : *de facto*, le paysage religieux et philosophique de l'Europe actuelle est beaucoup plus diversifié que par le passé et il compte désormais une proportion non négligeable de personnes sans religion, dont certaines se revendiquent athées convaincus. Il n'y aurait donc aucune raison de faire une référence spéciale à la religion, encore moins à une religion particulière : le christianisme. Et ce, même si plusieurs pays de l'Union européenne font état, dans la façon dont ils expriment leur identité nationale et jusque dans leur texte constitutionnel, d'une référence au christianisme catholique, orthodoxe ou protestant. D'autre part, pour une question de principe : les constructions politiques, notamment celle de l'Europe, apparaissent et veulent apparaître comme des constructions séculières n'ayant plus rien à voir avec une religion. L'Europe, tout en respectant les relations religions-État de chaque pays membre, veut être laïque. Elle l'est effectivement, mais tout en recherchant constamment et dans une tension féconde un équilibre entre héritage chrétien et héritage de l'humanisme séculier⁶.

La dialogique entre la foi et le doute continue. Le caractère fondamentalement séculier de l'Europe ne devrait pas oblitérer tout ce que l'Europe doit au christianisme, d'autant plus qu'il est incontestable que celui-ci a joué un rôle important dans son histoire. Comme nous le verrons ci-après, le christianisme occupe une place importante dans la généalogie de la modernité occidentale. Cette querelle européenne du préambule a bien révélé la gêne que suscite la question religieuse en Europe, particulièrement en France. À ceux qui revendiquaient trop fortement une dimension religieuse en réclamant une *Invocation Dei* dans les textes européens ou bien une référence exclusive au christianisme se sont opposés ceux qui, au contraire, considéraient que le simple fait de mentionner les héritages religieux, même de façon pluraliste, constituait une atteinte intolérable à la laïcité. Les excès des uns, qui ont tendance à voir le religieux partout, et les excès des autres, qui ne veulent le

6. Voir Ronan McCrea, *Religion and the Public Order of the European Union*, Oxford University Press, 2010.

voir nulle part, témoignent du malaise des Européens vis-à-vis de la question religieuse. Le préambule de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne adoptée au Sommet européen de Nice en décembre 2000 avait notamment amené la France à refuser, au nom de la laïcité, la formulation suivante : « S'inspirant de son héritage culturel, humaniste et religieux, l'Union se fonde sur les principes indivisibles et universels de la dignité de la personne. », et c'est finalement la formulation suivante qui a été retenue : « Consciente de son patrimoine spirituel et moral, l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité », formulation qui amoindrit la référence au religieux, la met plus à distance, la patrimonialise pourrions-nous dire⁷. Dire que nous sommes conscients d'un patrimoine spirituel, n'est-ce pas d'abord noyer les religions dans la catégorie plus large et floue du spirituel (au prétexte de tenir compte des spiritualités non religieuses) ? N'est-ce pas ensuite refuser de reconnaître que cette dimension religieuse a été et peut encore rester un pouvoir actif d'inspiration ? Cachez ce religieux que je ne saurais voir...

Quelques années plus tard, et après les péripéties relatives à sa ratification par les différents pays membres de l'Union européenne, il est intéressant de constater que le traité de Lisbonne, entré en vigueur le 1er décembre 2009, s'ouvre sur un préambule déclarant : « S'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développées les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit⁸. » Cette fois-ci, non seulement il est fait mention des « héritages religieux » mais il a également été accepté, à travers l'expression « s'inspirant », l'idée que des traditions religieuses avaient contribué également, à côté d'autres traditions, à l'émergence de quelques valeurs considérées comme universelles en démocratie. Ce qui n'est pas rien, car c'est reconnaître explicitement que des héritages religieux – et donc, là, nous pouvons penser au judaïsme et au christianisme – ont contribué à la gestation de notre modernité occidentale.

Quant à l'article 16C du même traité, qui concerne spécialement les religions et organisations philosophiques non confessionnelles, certains auraient souhaité qu'il n'existe pas, plus précisément qu'il n'y ait pas un article spécifique consacré aux groupes religieux mais que la référence à ceux-ci soit intégrée dans les articles concernant les associations. Dans cet article 16C, l'alinéa 3 est

7. Pour une analyse plus détaillée, voir Jean-Paul Willaime, *Europe et religions. Les enjeux du XXI^e siècle*, Fayard, 2004.

8. « Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne », signé à Lisbonne le 13 décembre 2007, « Préambule », p. 10 (publications.europa.eu/resource/cellar/688a7a98-3110-4ffe-a6b3-8972d8445325.0001.01/DOC_19).

aussi significatif : « Reconnaissant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces églises et organisations⁹. »

Autrement dit, tout en admettant que les relations religions-État relèvent du droit national et non du droit communautaire, tout en déclarant respecter les dispositifs nationaux construits dans chacun de ses vingt-sept États membres, l'Union européenne semble néanmoins reconnaître l'existence et les contributions des religions sans que cela soit perçu comme une remise en cause de la laïcité – même si certains ne partagent pas cet avis et estiment que cet alinéa 3 fait la part belle aux religions.

2. Religion, théologie et éthique : l'impensé de la laïcité

User d'une catégorie générale du religieux ou des religions est inévitable, et le régime laïc se doit de respecter toutes les croyances, dans les limites du respect de la loi et des droits fondamentaux. Cette neutralisation laïque des contenus religieux a cependant un inconvénient : elle n'invite pas à s'intéresser de plus près aux doctrines et discours religieux, aux différentes conceptions de l'Homme et du monde qu'elles véhiculent, à leurs théologies.

Or, du point de vue de leurs contributions aux fondamentaux de la modernité, toutes les expressions religieuses ne se valent pas. Nous parlons d'*expressions religieuses* et non de religions, car il y a une pluralité interne à chaque religion faite, dans des proportions variées, de sensibilités libérales et de sensibilités orthodoxes. Par ailleurs, chaque système religieux peut évoluer. Au sein du christianisme comme au sein de l'islam, il y a des expressions radicales qui posent ou peuvent poser problème au regard de la démocratie et des droits humains fondamentaux, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de l'acceptation des lois du pays, de la laïcité, etc. Tout en reconnaissant que l'islam fait partie des héritages religieux de l'Europe et que nombre de ses expressions sont compatibles avec la modernité occidentale, on doit reconnaître qu'il a cependant moins contribué à l'émergence de cette modernité que le judaïsme et le christianisme, et que, aujourd'hui encore, malgré des évolutions sensibles parmi les minorités musulmanes des pays d'Europe, l'islam a moins fait son *aggiornamento* que le christianisme. C'est un constat historique et philosophique qui ne devrait pas faire polémique. En revanche, à l'évidence, l'islam a été et reste une dimension importante de la civilisation arabo-musulmane et d'autres civilisations (par exemple à travers le chiisme dans la civilisation persane). Mais il est significatif que nous n'osons pas plus

9. *Ibid.*, p. 51.

parler de « civilisation arabo-musulmane » que de « civilisation occidentalochrétienne » (même si cette notion est officiellement utilisée dans divers pays, par exemple en Allemagne).

Les sociétés occidentales se veulent universelles et ont tendance à occulter les traditions religieuses qui ont contribué à les façonner. C'est plus le regard des autres qui leur rappelle que leur universalité est culturellement et religieusement colorée. Il faut accepter d'entrer dans les particularités d'un système religieux pour s'en apercevoir. Et accepter de reconnaître que, pour des raisons historiques diverses, la théologie musulmane, dans la variété de ses expressions, est moins avancée que la théologie chrétienne dans son travail d'interprétation et de reformulation de ses fondamentaux dans le cadre de la modernité occidentale. Le fait que ce soit un immense défi pour l'islam ne signifie pas que les diverses traditions musulmanes en soient incapables, des essais théologiques de penseurs musulmans commencent d'ailleurs à le montrer. Cela signifie qu'il faut considérer les contenus religieux, être attentif à la façon même dont on se définit comme religieux. C'est aussi parce qu'il y a des liens particuliers de la modernité occidentale avec les héritages juif et chrétien que les dialogues interreligieux revêtent, dans l'espace mondial des modernités multiples, une grande importance pour la civilisation occidentale elle-même.

Le christianisme, dans la diversité de ses expressions confessionnelles, n'est plus le système englobant de sens, le *sacred canopy* (« dais sacré ») qu'il a longtemps été pour les sociétés occidentales. C'est la fin d'une configuration théologico-politique où le corpus chrétien articulait sacralisation du politique et affirmations temporelles du spirituel. Les institutions chrétiennes ne sont plus rectrices de la société, le christianisme est devenu un réservoir de sens à la disposition des individus qui s'y intéressent. Il constitue désormais une sous-culture minoritaire, une religion parmi d'autres, dans les sociétés sécularisées de l'Europe de l'Ouest. Mais cette transformation de la condition sociétale du christianisme n'est pas étrangère au christianisme lui-même.

3. Le christianisme comme sécularisation : le fondement de la modernité ?

C'est en effet au cœur même de cette religion de l'incarnation qu'est le christianisme que s'est de plus en plus affirmée la dédivinisation du monde, son autonomie, autrement dit la valorisation du séculier, la reconnaissance de sa valeur propre. Pourquoi ? Parce que le christianisme, bien qu'il ait participé à toutes sortes de sacralisations, est en réalité une religion désacralisante, une

religion pour laquelle rien n'est sacré, en particulier pas les pouvoirs politiques. Le christianisme a fortement contribué à laïciser les pouvoirs, et ce y compris parce qu'il a éclaté en diverses confessions se disputant la légitimité de leur version de la vérité chrétienne. Le fait que toutes sortes de résistances et de conflits aient marqué l'affirmation croissante de cette autonomie du séculier, le fait que, durant des siècles, le christianisme se soit presque fondu dans une configuration théologico-politique l'identifiant à un certain état de la société et de ses pouvoirs, ces faits incontestables n'invalident pas la thèse selon laquelle le christianisme – et le judaïsme – ont quelque chose à voir avec l'émergence de la modernité occidentale, qu'ils en sont un peu les parents. Selon Vincent Delecroix, qui parle de « déthéocratization de la parole biblique », « la religion biblique est effectivement une religion désacralisante¹⁰ », même si tous les montages théologico-politiques sacralisants auxquels elle a participé donnent l'impression du contraire. Dans la logique chrétienne, il y a une constante tension entre la souveraineté de Dieu sur le monde séculier et l'utopie du Royaume qui critique et déconstruit en permanence cette souveraineté. Vincent Delecroix, qui souligne cette tension structurelle du christianisme en se référant à saint Augustin, affirme : « La transcendance de Dieu n'est pas un vain mot politique. Dieu n'est pas dans la cité. [...] Le messianisme juif, l'eschatologie chrétienne ont brisé ou défait l'entrelacs organique entre le religieux et le politique de la société ancienne¹¹ ».

Plus concrètement, nous ne pouvons nier le fait que le christianisme, dans la diversité de ses expressions confessionnelles (catholique, protestante, anglicane, orthodoxe), a joué un rôle important dans l'histoire et la culture de l'Europe. Le reconnaître, ce n'est ni sous-estimer les contributions d'autres religions (en particulier le judaïsme), ni sous-estimer les apports des pensées philosophiques agnostiques ou antireligieuses. Ce n'est pas non plus oublier que ce rôle important du christianisme s'est exercé pour le meilleur ou pour le pire. Pour le meilleur, à travers des apports civilisationnels majeurs dans les domaines artistiques, éducatifs, de la santé et de la solidarité, dans les domaines juridiques, économiques, philosophiques, politiques et éthiques. Pour le pire, à travers les atrocités des croisades, de l'Inquisition, des guerres de Religion et de l'antisémitisme. Se focaliser sur le meilleur en soulignant les importants apports du christianisme à la production de la modernité ne signifie en rien oublier le pire.

10. Vincent Delecroix, *op. cit.*, p. 299.

11. *Ibid.*, p. 28-29.

Mais sommes-nous sommés de choisir entre les contempteurs de la religion et ses défenseurs inconditionnels ? Pour les premiers, les crimes et méfaits du christianisme, ses oppositions à l'avancée des libertés et au progrès disqualifieraient cette religion, identifiée à tout jamais à l'intolérance, au conservatisme et au fanatisme. Il faudrait donc non seulement s'en émanciper au plus vite mais aussi militer pour en réduire l'influence sociale et la rendre le moins visible possible. Pour les seconds, les apports et vertus du christianisme seraient au contraire tels qu'ils légitimeraient à tout jamais cette religion comme un vecteur essentiel de civilisation. Une civilisation moderne à l'émergence de laquelle le christianisme aurait fortement contribué dans ses différentes dimensions : les libertés démocratiques et les progrès scientifiotechniques, d'une part ; le souci moral et une conception fondamentale de la dignité humaine et de l'égalité homme-femme, d'autre part.

4. La religion comme structure sociale et filiation

Du point de vue des sciences humaines et sociales, les religions ne sont ni bonnes ni mauvaises en soi. Pour les auteurs de cette note, les religions sont des systèmes de représentations et de pratiques rituelles à travers lesquels les hommes et les femmes disent le sens de leur condition humaine en se référant à une entité invisible qui peut prendre des formes diverses (Dieu, des dieux, les esprits...). Les hommes et les femmes qui partagent un même langage symbolique (un même système religieux) se sentent reliés entre eux : la religion (*religare*) crée du lien social tant diachroniquement que synchroniquement. Diachroniquement, à travers une chaîne de témoins significatifs, telles les figures présentes dans le christianisme d'Abraham, de Moïse, de Jésus, de Marie, de saint Augustin, de saint Thomas, de saint François d'Assise, de Martin Luther, de Jean Calvin, d'Ignace de Loyola, de Thérèse de Lisieux, de Martin Luther King et de Jean-Paul II. Ce lien social diachronique est un lien de filiation à des ancêtres spirituels dont les chrétiens se sentent héritiers, des figures qui les ont précédés et dont ils se sentent redevables. Synchroniquement, avec le sentiment qu'au-delà des différences de langues et de culture un catholique français voyageant à l'autre bout du monde se retrouvera en pays symbolique de connaissance s'il assiste à une messe, même s'il ne comprend pas la langue dans laquelle elle est célébrée. Les identifications religieuses créent des « nous » transnationaux et transhistoriques, autrement dit génèrent des sentiments communautaires à travers le monde et à travers les siècles.

Ce lien à la fois diachronique et synchronique est d'autant plus fort qu'il repose sur un patrimoine partagé, un monde symbolique de représentations et de pratiques qui fait sens aux trois acceptions du mot « religion » : la signification, la direction (l'orientation) et la sensation. La religion c'est aussi, selon la deuxième étymologie du mot (*religere*), la relecture permanente de textes liés à une fondation de sens (*Sinnstiftung*, en allemand), la Bible pour les chrétiens. Il s'agit donc, dans ce sens, d'un partage de significations à travers des textes et leurs interprétations, d'orientations à travers une ou des conception(s) de la vie bonne, de sensations à travers des émotions partagées dans les rites, les louanges, les prières propres à une religion. Donc d'un monde de sens en perpétuelles discussions, réinterprétations et controverses, confronté constamment au défi de la transmission à d'autres générations et au défi de la conversion de personnes détachées de toute appartenance religieuse ou adeptes d'autres religions ou philosophies.

Le christianisme est ce qu'en font les hommes et les femmes, les institutions et mouvements qui s'en réclament dans une société donnée, à un moment donné. Dans l'approche des phénomènes religieux comme dans l'approche des réalités politiques, il faut se garder de tout anachronisme. Autrement dit, ne pas imputer au catholicisme du XXI^e siècle les pratiques de l'Inquisition médiévale ou les massacres des protestants lors de la Saint-Barthélemy (1572) comme ne pas imputer aux protestants de notre époque l'antisémitisme de Luther à la fin de sa vie ou l'intransigeance de Calvin face à Michel Servet. Celles et ceux qui ont un présumé négatif à l'égard du christianisme ont tendance à déshistoriciser leur perception de cette religion et à ne retenir d'elle que les atrocités qui ont été commises en son nom. D'autres se plaisent à associer au christianisme le judaïsme et l'islam pour faire le procès des monothéismes qui, au nom de leur croyance en un Dieu unique, seraient par nature porteurs de violence. Affirmer, comme le fait l'anthropologue Marc Augé, que « le monothéisme est prosélyte » et qu'« un grand nombre de nos malheurs viennent de là¹² » est inexact pour le judaïsme et réducteur pour le christianisme. S'il est vrai que la dimension missionnaire fait partie de l'ADN du christianisme et s'il est tout à fait incontestable que des violences et des atrocités ont été commises au nom du christianisme, il est historiquement tout aussi incontestable que cette dimension prosélyte ne s'est pas exprimée de la même manière au cours des siècles, qu'elle est par exemple très différente au temps des croisades, de l'Inquisition et au temps de la création des grandes

12. Marc Augé, « "La sortie du religieux me paraît évidente, tôt ou tard" », propos recueillis par Macha Séry, lemonde.fr, 9 mai 2017 [www.lemonde.fr/m-perso/article/2017/05/09/marc-auge-la-sortie-du-religieux-me-paraît-évidente-tot-ou-tard_5124614_4497916.html].

sociétés missionnaires à la fin du XIX^e siècle puis au temps des décolonisations du XX^e siècle. Il y a prosélytisme et prosélytisme et il faut toujours historiciser le regard. Ainsi le Conseil œcuménique des Églises (COE), dans un texte de 1997 distinguant entre « témoignage chrétien authentique et prosélytisme », a vigoureusement dénoncé ce dernier comme une violence inadmissible imposée à l'autre et profitant souvent de son état de faiblesse¹³. La plupart des confessions chrétiennes respectent aujourd'hui la liberté religieuse et ont fait leurs les droits humains fondamentaux, en particulier le droit de ne pas avoir de religion ou le droit d'en changer. À l'inverse, prétendre que les polythéismes seraient, quant à eux, plus portés à la tolérance est tout aussi contestable. Tout en soutenant la thèse que le monothéisme biblique, dans sa tradition deutéronomiste, serait à l'origine d'une « religion radicale » porteuse de violence, l'égyptologue Jan Assmann reconnaît lui-même que « le langage de la violence n'est pas spécifique au monothéisme. On le trouve aussi en abondance dans les textes des religions polythéistes¹⁴ ». Par ailleurs, le fait que Marc Augé pronostique une sortie du religieux « évidente tôt ou tard » après avoir rappelé que « l'homme est un animal symbolique¹⁵ » laisse profondément perplexe...

5. De l'oubli de la tradition à sa critique ignorante

Michel Onfray a été critiqué par Jean-Marie Salamito, historien du christianisme antique, pour son ouvrage *Décadence*¹⁶ où il ferait preuve de ce que l'historien de la Sorbonne n'hésite pas à qualifier de « christophobie » (dans un contexte où l'on se querelle sur la question de savoir s'il est pertinent ou non de parler d'islamophobie). « La christophobie onfrayenne a les mêmes ressorts que les autres négationnismes actuels : Onfray contredit la communauté scientifique des historiens, comme les climato-négationnistes contredisent la communauté scientifique des climatologues¹⁷ », écrit Jean-Marie Salamito, qui pense par ailleurs que « ce qui est un mythe n'est pas l'inexistence de Jésus, mais la théorie de sa non-existence¹⁸ ». Dans le domaine de l'histoire des religions, on est aussi confronté aux *fake news* et, dans un contexte de postvérité, au fait que, s'agissant de religions, trop de gens pensent que l'on pourrait dire n'importe

13. Conseil œcuménique des Églises (COE), « Vers un témoignage commun. Un appel à établir des relations responsables dans la mission et à renoncer au prosélytisme », oikoumene.org, 19 septembre 2017 (www.oikoumene.org/fr/resources/documents/commissions/mission-and-evangelism/towards-common-witness).

14. Jan Assmann, *Le Monothéisme et le langage de la violence. Les débuts bibliques de la religion radicale*, Bayard, 2018, p. 11.

15. Marc Augé, in art. cit.

16. Michel Onfray, *Décadence*, Flammarion, 2017.

17. Jean-Marie Salamito, *Monsieur Onfray au pays des mythes. Réponses sur Jésus et le christianisme*, Salvator, 2017.

18. *Ibid.*

quoi au prétexte qu'on serait dans le domaine de la croyance et non dans celui du savoir. À cet égard, on ne peut qu'encourager le développement d'un enseignement des faits religieux à l'école publique car aborder objectivement les religions comme des faits sociaux et culturels relevant de la même déontologie et méthodologie que d'autres dimensions de la vie des sociétés serait une contribution à l'éducation citoyenne dans des sociétés pluralistes. Pour autant, expliquer qu'il y a une histoire de la production des textes sacrés et une histoire de leur réception à des époques et dans des contextes divers, ce n'est pas ignorer que ces textes font sens pour des millions de gens et prennent place dans des pratiques et des vécus religieux que l'on peut aussi décrire et analyser.

Choisir de décrire et d'analyser les apports du christianisme à la production de la modernité occidentale, c'est aussi refuser un présupposé relativement répandu dans le monde intellectuel français, à savoir que loin d'avoir contribué à la modernité, le christianisme aurait été son principal frein et opposant. Autrement dit, la modernité se serait construite contre et non avec le christianisme. Ce dernier aurait été et serait toujours, particulièrement dans ses expressions catholiques et orthodoxes, un puissant vecteur culturel qui s'opposerait systématiquement aux « avancées modernes », par exemple, aujourd'hui, celles légalisant le mariage entre deux personnes de même sexe ou la gestation pour autrui. Un christianisme qui, profitant d'une opportunité politique favorable dans tel ou tel pays, serait prêt à revenir sur certaines conquêtes modernes, à l'image de ce qui se passe actuellement en Pologne au sujet de l'interruption volontaire de grossesse. C'est une position qui identifie le christianisme, ou la religion en général, à une force conservatrice, voire réactionnaire, contre laquelle les modernistes ont dû se battre pour faire progresser les choses. Certes, un christianisme conservateur existe et ces modernistes ont effectivement de bonnes raisons de le combattre. Il ne faut pas pour autant généraliser et en conclure que, selon un jeu à somme nulle, plus il y aurait de modernité moins il y aurait de religion. La modernité, dans ce cas, est considérée comme une sortie de la religion, une émancipation par rapport à la tradition légitimée et défendue par la religion. Cette grille de lecture selon laquelle l'émancipation moderne passerait nécessairement par une sortie du religieux se trouve aujourd'hui renforcée par ce que l'on observe notamment dans les aires musulmanes, dans des pays comme l'Arabie saoudite, berceau du wahhabisme, où les femmes viennent seulement de se voir reconnaître le droit de conduire une voiture, ou comme le Pakistan où, sous le coup d'une accusation de blasphème, une femme peut être emprisonnée et condamnée à mort, voire lynchée avant même d'être appréhendée. Sans parler des atrocités

commises par Daech au nom de l'islam et dont de nombreux musulmans sont les premières victimes, de l'extrémisme hindou et des problèmes que rencontre l'importante minorité musulmane en Inde, ou encore des graves attaques perpétrées contre les Rohingyas dans la Birmanie bouddhiste. En Europe même, des courants populistes mettent en avant le christianisme pour défendre une identité nationale qu'ils estiment menacée par l'euro-péanisation et la mondialisation. Cela implique, par exemple, des atteintes à la démocratie en Pologne depuis l'arrivée au pouvoir en 2015 du parti Droit et Justice ou des dénonciations du « libéralisme occidental » au nom de « l'identité nationale et chrétienne » dans la Hongrie de Viktor Orbán.

Au vu des scènes d'horreur impliquant telle ou telle religion que nous rapportent les médias presque chaque jour, au vu des fondamentalismes qui inspirent des conceptions simplistes et des comportements sectaires, on peut facilement en conclure que, décidément, le religieux, c'est bien le fanatisme, l'obscurantisme, et que le monde se porterait mieux sans. Le problème, c'est que l'on ne peut réduire le religieux à ces fanatismes et obscurantismes, car ce sont aussi des valeurs spirituelles qui inspirent des pratiques pacifiques et des comportements altruistes. Une fois de plus, il faut insister sur la nécessité de s'intéresser aux contenus, aux théologies des systèmes religieux : il y a dans diverses expressions du religieux, juives, chrétiennes, musulmanes, bouddhistes..., des exigences intellectuelles et éthiques de haut niveau, des intelligences religieuses et des engagements solidaires qui viennent enrichir la modernité occidentale tout en reconnaissant ses mérites.

Dans le contexte actuel – il n'en a pas toujours été ainsi –, le christianisme apparaît plus persécuté que persécuteur¹⁹. Si les confessions chrétiennes ont un lourd passé de violences et de guerres jusqu'au XX^e siècle en Europe, avec le conflit de l'Irlande du Nord et les guerres de l'ex-Yougoslavie, au XXI^e siècle le christianisme n'apparaît pas, loin s'en faut, comme la religion la plus meurtrière. On peut même dire qu'il se manifeste plus aujourd'hui par sa contribution à des missions de paix et de conciliation qu'à des actes de violences. Les médiations effectuées à travers le monde par la communauté Sant'Egidio (fondée à Rome en 1968) sont par exemple reconnues par les autorités politiques²⁰. Ainsi, le 18 avril 2017, en France, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Intérieur ont signé un protocole d'accord avec cette communauté catholique et d'autres institutions religieuses

19. Voir Jean-Michel di Falco, Timothy Radcliffe et Andrea Riccardi (dir.), *Livre noir de la condition des chrétiens dans le monde*, XO Éditions, 2014.

20. Voir Andrea Riccardi, « Les médiations de Sant'Egidio », in Denis Lacorne, Justin Vaïsse et Jean-Paul Willaime (dir.), *La Diplomatie au défi des religions. Tensions, guerres, médiations*, Odile Jacob, 2014, p. 295-302.

(Conférence des évêques de France, Fédération protestante de France, Secours catholique, Fédération de l'entraide protestante...) dans lequel tous s'engageaient, en partenariat avec le gouvernement, dans un projet « couloirs humanitaires » pour accueillir en France des réfugiés de toutes confessions en provenance du Liban.

La reconnaissance de la liberté de conscience et du pluralisme religieux et convictionnel a été un long processus parsemé de conflits, et le christianisme, notamment le catholicisme en France avec ce que l'on a appelé « la guerre des deux France », s'est aussi opposé à ces évolutions, mais cela ne devrait pas empêcher de reconnaître que le corpus chrétien constitue bien l'une des sources de notre modernité européenne occidentale, qu'il a pris une part essentielle dans sa généalogie.

II. LE CHRISTIANISME DANS LA REFONDATION DU MONDE

L'Europe entre dans le monde moderne autour de 1700. Elle rompt alors avec l'ordre totalisant du religieux : au principe d'hétéronomie qui rattachait toute chose à la loi de Dieu se substitue la logique de l'autonomie, que caractérisent trois éléments essentiels : la subjectivation, la différenciation et la rationalisation.

Tout d'abord, donc, la logique de l'autonomie consacre une nouvelle figure du sujet. Jusqu'alors, on concevait l'homme comme une créature en situation de dépendance à l'égard de Dieu qui l'avait porté à l'existence. Charles Taylor a pu parler de « moi poreux » pour décrire cette composition ontologique qui décrit le sujet à partir de son incomplétude native²¹. Rien de tel dans le monde moderne : on s'installe dans le temps du « moi plein », fondé, loin de toute soumission à un ordre extérieur, sur le principe d'autoconstitution de la conscience. L'homme était hier rivié à ses devoirs ; le voici aujourd'hui doté de droits qui lui permettront de construire à son gré son propre séjour terrestre. Émerge ensuite une nouvelle figure du politique. Les sociétés du passé faisaient du prince un *instrumentum Dei* : établi par la Providence, le prince avait vocation à conduire les êtres sur le chemin du salut, dans la conformité à la loi de Dieu. Insistant, à rebours, sur son origine humaine – c'est la thèse du contrat social –, le monde moderne ne lui donne d'autre fonction que d'assurer la paisible coexistence de ses assujettis. Si le religieux demeure, c'est à titre de

21. Voir Charles Taylor, *L'Âge séculier*, Seuil, 2008.

croyance privée, parfois aussi à travers les institutions qui le portent, comme organe supplétif de l'État et non plus comme fondement de la convivance politique.

Enfin, avec l'autonomie, s'impose une nouvelle figure de l'histoire. La tradition, qu'on analysait hier comme une production de la Providence, était le mode d'évaluation des actions humaines : le passé était l'étalon du présent. S'il arrivait certes que de l'inédit affleure dans la marche du temps, on s'empressait d'en résorber l'effet de rupture en le présentant comme le prolongement de ce qui avait déjà été. À partir de 1492, la tendance change : au « passéisme » se substitue un régime « futuriste » d'historicité. Tout est tendu vers la transformation du monde. Il faut, et dans tous les domaines, que le passé s'abolisse pour que s'affirme la liberté des hommes. Cette entreprise d'arrachement n'est pas sans lien avec l'émergence de la rationalité instrumentale : l'esprit moderne invite ceux qu'il inspire à faire montre, sans souci des règles d'hier, de la plus grande efficacité dans l'agencement des moyens pour que s'accomplissent les objectifs qu'ils ont définis en toute indépendance.

Subjectivation, différenciation, rationalisation. D'où proviennent donc ces processus qui ôtent à la puissance religieuse sa force configuratrice ? Rien ne serait plus réducteur que de leur trouver une origine unique tant les facteurs s'entremêlent. Bien sûr, le facteur politique a sa part dans le surgissement du monde nouveau. Nous pensons en particulier à la stratégie des élites étatiques. Leur projet était en effet d'affirmer le pouvoir souverain de l'État central contre la puissance romaine et contre les communautés religieuses internes. Cette entreprise de concentration de la puissance est liée à l'éclatement de la scène religieuse qui a contraint l'institution politique à se tenir en surplomb de la broussaille des vérités confessionnelles²². Bien sûr, au nom du principe *Cujus regio, ejus religio* (« À chaque région sa religion »), selon lequel la religion du prince détermine la religion du pays qu'il dirige, le pouvoir réunifiera bientôt son peuple autour de la même croyance ; ce sera toutefois sans remettre en cause sa plénitude de puissance. Et 1789 marque le point d'aboutissement du processus : plus rien ne demeure de l'hétéronomie, que maintenait tout de même l'onction de Reims. Tout procède du pouvoir de l'humain, de lui seul. On ne peut méconnaître non plus le facteur économique. Portée par le développement du commerce au long cours que permet, dans le cadre de la première « mondialisation », la découverte des nouveaux continents, une première bourgeoisie se constitue. Celle-ci estime que sa prospérité ne peut se construire qu'en abattant les contraintes de l'économie scolastique : il importe, pensent ses hérauts, que les règlements gothiques s'effacent pour

22. Voir Olivier Christin, *La Paix de religion. L'autonomisation de la raison politique au XVI^e siècle*, Seuil, 1997.

laisser au monde la possibilité d'innover et de prospérer. Perry Anderson a pu rappeler que, dès le XVII^e siècle, cette élite économique fait alliance avec l'élite monarchique pour reléguer aux marges la puissance ecclésiastique, souvent attachée quant à elle aux règles du « bon vieux temps » qu'elle a contribué à configurer²³.

Reste le facteur philosophique. La période comprise entre les XVI^e et XVIII^e siècles est le moment de l'invention d'une nouvelle philosophie, toute séculière, du politique. Nous nous mettons à penser le monde autrement. Machiavel ouvre le ban : au portrait du prince platonicien rivé à l'accomplissement de la justice, il substitue la figure du prince réaliste porté simplement par le désir de la puissance. Les règles de la politique moderne sont déjà quasiment là : plus rien de l'exercice du pouvoir ne doit se rapporter à la transcendance. Il faudrait aussi, parmi d'autres auteurs, citer Locke, qui inaugure un ordre réellement libéral : en son œuvre se juxtaposent déjà le principe de souveraineté de l'État et celui, annoncé par Descartes, d'autonomie du sujet, sur fond de séparation du politique et du religieux.

Dans le discours qui vient d'être tenu, on voit se dessiner comme un système parfait d'équilibre. Il semblerait que la modernité et la religion soient nécessairement des antonymes que tout oppose : la victoire de la première procède de la défaite de la seconde. Mais nous voulons nuancer ici cette thèse de la modernisation-liquidation en tentant de réévaluer la place de la religion chrétienne dans le processus d'émergence de la modernité européenne. Il ne s'agit pas bien sûr de nier dans cet essai généalogique la place décisive des Lumières (au plan culturel) dans la constitution de notre présent, mais de montrer comment celles-ci ont été travaillées par les idées venues de la tradition chrétienne.

Dans ses *Leçons de philosophie de l'histoire* et dans ses *Principes de philosophie du droit*, Hegel parlait, à cet égard, de « mondanisation » et, parfois, de « sécularisation » du christianisme. Nous reprendrons cette idée à travers notre argumentation en trois temps. On rappellera d'abord en quoi il est, dans l'univers de sens propre au christianisme, des potentialités capables d'accompagner le processus de modernisation. Dans la seconde partie de cette note, publiée simultanément et intitulée *Le christianisme et la modernité (2) Comprendre le retour des institutions religieuses*, nous verrons que les interprétations du récit chrétien ont cependant longtemps contribué à l'enracinement d'une société mécanique hostile au principe d'individualisations des conditions. Nous y étudierons finalement les évolutions récentes,

23. Voir Perry Anderson, *Les Passages de l'Antiquité au féodalisme*, La Découverte, 1977.

qui, depuis l'automne du Moyen Âge, ont permis aux discours chrétiens d'accompagner l'enracinement de la modernité. Ce schéma d'exposition veut exclure toute tentation d'essentialisme : il ne s'agit pas de prétendre que la modernité européenne est le produit direct de la pensée chrétienne. On peut parler, à la manière de Max Weber, d'« affinités électives », qui n'ont pu prendre forme concrète qu'à la faveur du travail, riche de bifurcations, de la théologie sur elle-même, dans l'entrelacs de surcroît des mutations de la société globale. Point donc de causalité immédiate, mais bien plutôt des influences, dont on s'emploie ici à décrire la genèse et l'efficace. Ajoutons donc que, si nous pointons ici un lien entre christianisme et modernité, ce n'est pas pour rejeter du côté de l'archaïsme les autres systèmes religieux : certaines lectures de l'hindouisme ou de l'islam ont pu contribuer à produire, ailleurs, d'autres formes de modernité²⁴.

L'anthropologue italien Maurizio Bettini a mis en garde, il y a peu, contre le discours contemporain des « racines » : « S'il est en effet quelque chose qui caractérise la culture, c'est précisément sa capacité de *mutter*, de se transformer au cours des temps : appartenir à l'espèce humaine signifie en premier lieu posséder le don et la possibilité du changement²⁵. » Sans doute. On aurait tort toutefois de voir dans le présent le résultat d'un acte pur d'invention : l'histoire n'est pas le fruit de sujets « désincarnés et abstraits, existant hors culture » ; elle se construit à partir de « socles de significations » déjà là, qui, en dépit des transferts culturels, rendent les sociétés incommensurables les unes par rapport aux autres. La modernité européenne ne peut sans doute pas être approchée sans cette épistémologie de l'antécédence. Ces formes de réflexion s'inscrivent bien dans la continuité d'un univers chrétien (lui-même annoncé par le judaïsme) qui s'est construit autour d'un certain « art des séparations » : séparation du sujet et de la société, séparation du temporel et du spirituel, séparation de l'histoire et de la tradition. Comme l'écrit Marcel Gauchet, il convient de « reconnaître la spécificité chrétienne comme facteur matriciel et déterminant dans la genèse des articulations qui singularisent fondamentalement notre univers, qu'il s'agisse du rapport à la nature, des formes de pensée, du mode de coexistence des êtres ou de l'organisation politique²⁶ ».

24. Voir Philippe Portier, « L'essence religieuse de la modernité politique. Éléments pour un renouvellement de la théorie de la laïcité », in Jacqueline Lagrée et Philippe Portier (dir.), *La Modernité contre la religion ? Pour une nouvelle approche de la laïcité*, PUR, 2010, p. 7-23 (www.pur-editions.fr/couvertures/1278425755_doc.pdf).

25. Maurizio Bettini, *Contre les racines*, Flammarion, coll. « Champs actuel », 2017, p. 18. Sur ce thème, lire également Philippe Portier, « La France a-t-elle des racines "essentiellement chrétiennes" ? », propos recueillis par Frédéric Joignot, *lemonde*, 24 septembre 2016 (www.lemonde.fr/idees/article/2016/09/22/on-ne-peut-fixer-l-identite-de-la-france-dans-une-formule-immuable_5001773_3232.html, en accès réservé).

26. Marcel Gauchet, *Le Désenchantement du monde*, Gallimard, 1985, p. II.

1. Subjectivation

Arrêtons-nous d'abord sur le concept de sujet, central dans le monde moderne. Les sociétés holistes attachent l'homme à ses communautés d'appartenance, elles-mêmes organisées sur le fondement d'un principe hiérarchique. La modernité le saisit à partir de sa faculté propre d'autodétermination : selon Alexis de Tocqueville, « l'aristocratie avait fait de tous les citoyens une longue chaîne qui remontait du paysan au roi ; la démocratie brise la chaîne et met chaque anneau à part²⁷ ». Le christianisme des origines n'adhérait nullement, lorsqu'il pensait l'agencement social, à ce modèle solipsiste. Il comportait cependant, en rupture avec les philosophies antérieures de l'Antiquité, une conception inédite de la « personne ». Hier encore, la substance de chaque être se trouvait liée à son statut politique, à son rôle social, à son essence sexuelle. Dans sa *Politique*, Aristote incite même à saisir les esclaves comme des êtres naturellement destinés à leur fonction²⁸. Plus rien de cela ne demeure dans le monde chrétien. On envisage la personne à partir des deux notions d'égalité et de liberté, sans leur donner immédiatement une traduction sociopolitique. Égalité, tout d'abord. Dans ses rencontres, Jésus ne marque aucune différence entre les puissants et les faibles. L'apôtre Paul exprime son message dans cette formule : « Il n'y a pas de Juif ni de Grec, il n'y a pas d'esclave ni d'homme libre, il n'y a pas d'homme et de femme ; car tous, vous êtes un en Christ Jésus²⁹. » L'assertion procède d'un raisonnement théologique : Dieu a créé tous les êtres à l'identique, sans établir nulle distinction entre eux, en les gratifiant d'un amour tel, de surcroît, qu'il les a tous appelés au même salut.

Liberté, ensuite. L'alliance relève d'un choix intime : à chaque homme revient le pouvoir de douter ou d'adhérer, de ne pas croire ou de croire. Dieu offre un chemin : il est possible de le refuser. L'Ancien Testament ne cesse, depuis le Déluge jusqu'à la confusion de Babel, de témoigner de cette plasticité de l'adhésion, que le Nouveau Testament illustre aussi à travers les divers refus opposés à l'invitation du Christ de se mettre à sa suite. L'inverse vaut également : la Bible contient d'innombrables témoignages de ces croyants – on le voit dans l'épisode de la fuite d'Égypte³⁰ – qui bravent les pouvoirs politiques pour demeurer, conformément à leur conscience, dans la fidélité à Dieu. Cette affirmation de la liberté a partie liée avec une philosophie de la volonté à laquelle saint Augustin a donné toute son ampleur, comme dans cette formule

27. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, t. II., deuxième partie, chap. II, in Œuvres, II, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1992, p. 613-614.

28. Aristote, *Politique*, 1254a 18.

29. Ga III, 28 (trad. Émile Osty).

30. Voir, sur ce point, l'exégèse de Raphaël Draï, *La Sortie d'Égypte. L'invention de la liberté*, Fayard, 1986.

des *Confessions* : « Je suis, je connais, je veux³¹. » Sans doute faut-il ajouter à cette anthropologie une troisième composante qui surplombe les deux autres : les êtres sont égaux et libres, ils sont sacrés pareillement, comme le montrent le récit de la Création – qui affirme que l’Homme est la seule créature voulue pour elle-même – et celui de l’Incarnation – qui voit Dieu prendre l’enveloppe physique de sa créature, ce qui dote cette dernière d’une valence quasi divine. Le propos ne débouche pas d’emblée sur une conception démocratique du monde, mais il fait signe cependant vers une théorie de la liberté de conscience – de la « liberté subjective », écrit Hegel –, qui permet à l’Homme de se tenir à distance, s’il le souhaite, de la norme que les pouvoirs voudraient lui imposer.

2. Différenciation

Qu’en est-il, de là, du rapport au politique ? L’Antiquité ne connaît pas l’idée de différenciation des sphères : à Athènes, les Panathénées, qui honoraient Athéna poliaïde, étaient des fêtes politiques, sportives et religieuses, et Rome rendait un culte à l’empereur. Rien de tel dans la modernité, sauf quand elle retrouve le chemin de la « religion politique » : elle se construit sur l’assise de la séparation pratique des ordres ; le temporel et le spirituel doivent se tenir l’un vis-à-vis de l’autre en situation d’extériorité réciproque. Pour en arriver là, il a fallu que s’inventent, comme deux réalités distinctes, la catégorie du politique et la catégorie du religieux. Or, cette distinction-là, c’est bien dans la proposition chrétienne qu’elle trouve son premier foyer d’émergence. Deux récits de l’Évangile en portent témoignage. Le premier concerne le tribut dû à César. Pour le mettre en difficulté, les pharisiens demandent à Jésus si les Juifs doivent payer l’impôt à l’autorité romaine : « Pénétrant leur astuce, il leur dit : “Montrez-moi un denier. De qui porte-t-il l’effigie et l’inscription ?” Ils dirent : “De César.” Il leur dit : “Ainsi donc, rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu³².” » Le second regarde le procès de Jésus : « Pilate [...] appela Jésus et lui dit : “C’est toi le roi des Juifs ?” [...] Jésus répondit : “Mon royaume à moi n’est pas de ce monde. Si mon royaume à moi était de ce monde, mes gens à moi auraient combattu pour que je ne fusse pas livré aux Juifs ; mais non, mon royaume à moi n’est pas d’ici³³.” » Bien que les deux réponses de ces récits créent, comme nous le verrons plus loin, une

31. Saint Augustin, *Les Confessions*, livre XIII, chap. XI, trad. Patrick Cambonne, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade » 1998, p. 1094

32. Lc XX, 23-25 [trad. Émile Osty].

33. Jn XVIII, 33-37 [trad. Émile Osty].

béance herméneutique, elles introduisent un modèle nouveau d'articulation du politique et du religieux. D'un côté, elles conduisent à remiser l'esprit pharaonique des temps anciens : désormais, le roi ne pourra plus se prétendre prêtre ; il devra reconnaître l'existence d'une sphère religieuse insoluble dans la sphère politique, et admettre, ce qui lui interdit de vouloir sacrifier son pouvoir par la religion, que son règne ici-bas ne peut concurrencer en dignité le Royaume d'en haut³⁴. De l'autre, elles permettent d'annoncer l'esprit autonome des temps modernes : pas plus qu'il ne peut absorber le religieux, le politique ne peut se faire absorber par lui ; il dispose d'un espace propre où peut s'exercer une puissance, dont même les papes de l'ère grégorienne reconnaîtront la légitimité. Marcel Gauchet écrit ainsi : « Après le Christ, on ne peut plus être à la fois roi et prêtre [...]. Une fois l'authentique incarnation du divin dans l'humain opérée, [...] c'en est fait, en théorie, de la possibilité même de vouloir valablement réassocier ce dont Christ a définitivement éclairé l'irrémissible disjonction. Il y a deux ordres de rôles, comme il y a, irrécusablement séparés par leur consubstantialité en Christ, deux ordres de réalité, ce qui relève du gouvernement de ce bas monde et ce qui regarde les obligations envers l'autre monde. Puissance sur les corps et direction des âmes³⁵. » Un principe est ainsi posé, dans lequel des sociologues de l'État, tels Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, ont pu y voir les prémisses même de la laïcité : « L'État de droit, laïc et bureaucratique [est le] produit de la profonde dissociation que la culture catholique établit entre le temporel et le spirituel³⁶. »

3. Rationalisation

Reste la question de l'histoire. L'Occident moderne a voulu en effet, plus sans doute que les autres aires géographiques, se projeter dans l'accumulation sans fin des biens économiques, en rompant avec la stabilité matérielle des sociétés traditionnelles. S'agit-il là d'un coup de force de la bourgeoisie contre le monde chrétien ? Certaines analyses ont remis en cause cette idée couramment développée, en marquant, tout à rebours, la dépendance de l'idée de croissance à l'égard de la matrice chrétienne. On le voit notamment dans les travaux de l'historien médiéviste américain Lynn White, qui explique, par exemple, qu'il existe une affinité entre la pensée judéo-chrétienne et la performance

34. Vincent Delecroix, *Apocalypse du politique*, Desclée de Brouwer, 2016.

35. Marcel Gauchet, *op. cit.*, p. 196.

36. Bertrand Badie et Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'État*, Grasset, 1979, p. 164.

économique : bien que cette pensée se focalise sur les mœurs et la spiritualité, il est possible de trouver des discours d'« une foi implicite dans le progrès perpétuel qui était inconnue aussi bien de l'Antiquité gréco-romaine que de l'Orient. Elle puise ses racines dans la téléologie judéo-chrétienne³⁷ ».

La démonstration de White s'appuie, tout d'abord, sur une exégèse du dépôt scripturaire. La Genèse, explique-t-il, a introduit une « révolution psychique et culturelle majeure dans l'histoire humaine³⁸ ». Auparavant, on pensait le monde à partir du principe de continuité des règnes. Dans chaque arbre, chaque fleuve ou chaque animal, résidait un esprit. De sorte qu'avant d'entreprendre une action affectant la nature, il fallait apaiser les forces qui l'habitaient, en veillant à ne pas rompre les équilibres primordiaux. La Bible, elle, instaure une séparation entre l'Homme et la nature : créé à l'image de Dieu, l'être humain n'est pas un être semblable aux autres ; il est à part, au-dessus, et, voulu pour lui-même, il est doté de qualités propres, comme celle de disposer d'une âme et d'une raison dont il doit user afin de transformer le monde alentour. Le montre bien cette injonction de la Genèse : « Dieu les bénit [l'homme et la femme] et Dieu leur dit : “Fructifiez et multipliez-vous, remplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, sur les oiseaux du ciel et sur tout être vivant qui rampe sur la terre³⁹.” » Lynn White accorde, d'autre part, une importance décisive au moment médiéval, au cours duquel, en appui sur la puissance que donne aux hommes la conception anthropocentrique du monde contenue dans le message biblique, s'inventent de nouveaux moyens de production : l'Occident voit apparaître alors, souvent autour des monastères, des charrues techniquement plus perfectionnées qui permettent de produire davantage tout en libérant une main-d'œuvre qu'on trouvera bientôt dans les villes, alors aussi en pleine croissance⁴⁰. Tout est prêt en tout cas, malgré l'influence d'un saint François d'Assise qui tente d'infléchir l'imaginaire de la domination, pour que s'exprime, sur cette assise anthropocentrique, un tempérament prédateur, orienté vers la conquête illimitée de l'univers. Pour Lynn White, la relation entre récit biblique et développement économique n'est cependant pas totalement automatique. La médiation de la théologie a toute sa part dans le processus historique. Le christianisme latin s'est montré davantage soucieux de la transformation du monde ; le christianisme oriental,

37. Lynn White, « The Historical Roots of our Ecological Crisis », *Science*, vol. 155, n° 3767, 10 mars 1967, p. 1205 ([science.sciencemag.org/content/155/3767/1203.pdf-extract](https://www.sciencemag.org/content/155/3767/1203.pdf-extract)).

38. *Ibid.*

39. Gn I, 28 [trad. Émile Osty].

40. Comme l'écrit Lynn White, *art.cit.*, p. 1205 : « Spécialement dans sa forme occidentale, le christianisme est la religion la plus anthropocentrique que le monde ait connue. »

de sa contemplation : « Le saint grec contemple ; le saint occidental agit. Les implications du christianisme pour la conquête de la nature apparaîtront donc plus facilement dans l'atmosphère occidentale⁴¹. » Nous avons donc vu que les idées de la modernité – séparation du sujet et de la société, du politique et du religieux, de l'histoire et de la tradition – sont aussi visibles dans la pensée judéo-chrétienne et qu'il existe bien une continuité entre les deux.

La seconde partie de cette note, publiée simultanément sous le titre *Le christianisme et la modernité (2) Comprendre le retour de l'institution religieuse*, vise à montrer comment les institutions religieuses font aujourd'hui leur retour dans l'espace public.

41. *Ibid.*, p. 1206.

Philippe PORTIER
Jean-Paul WILLAIME

LE CHRISTIANISME ET LA MODERNITÉ EUROPÉENNE (2)

COMPRENDRE LE RETOUR DE L'INSTITUTION RELIGIEUSE

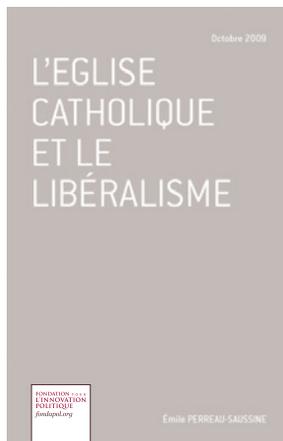
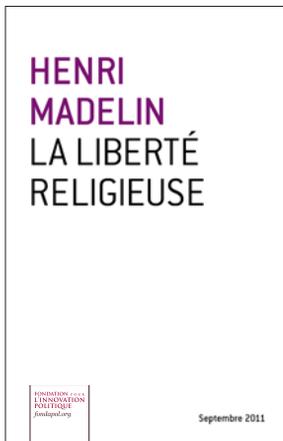


FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Décembre 2018

*Le christianisme et la modernité européenne (2)
Comprendre le retour de l'institution religieuse*

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages



Gouverner le religieux dans un État laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

L'Église catholique et le libéralisme

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

NOS PUBLICATIONS

Commerce illicite de cigarettes :

Les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais,
novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : Un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : Magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : Un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : Établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique,
octobre 2018, 28 pages

Migrations : La France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages
Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique,
septembre 2018, 72 pages

Les "Démocrates de Suède" : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds
Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : Combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'Élan de la Francophonie : Pour une ambition française (2)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Élan de la Francophonie : Une communauté de langue et de destin (1)

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'Intelligence artificielle : L'expertise partout Accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

L'Opinion européenne en 2017

Dominique Reynié (dir.), Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 140 pages

Innovation politique 2017 (Tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (Tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : Une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, février 2017, 44 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'Opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : Éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'Opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2) Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1) Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, 156 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah,

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sérié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'Opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : Diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : Renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerouguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratization par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'Opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

- Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France***
Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages
- Les classes moyennes dans les pays émergents***
Julien Damon, avril 2013, 38 pages
- Innovation politique 2013***
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages
- Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies***
Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages
- Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux***
Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages
- La compétitivité passe aussi par la fiscalité***
Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages
- Une autre politique monétaire pour résoudre la crise***
Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages
- La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?***
Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages
- Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre ...***
Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages
- Youth and Sustainable Development***
Fondapol/Nomadéis/United Nations,
juin 2012, 80 pages
- La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité***
Francis Charhon, mai/juin 2012, 44 pages
- Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure***
Julien Damon, mai 2012, 40 pages
- Libérer le financement de l'économie***
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages
- L'épargne au service du logement social***
Julie Merle, avril 2012, 40 pages
- L'Opinion européenne en 2012***
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages
- Valeurs partagées***
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages
- Les droites en Europe***
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages
- Innovation politique 2012***
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages
- L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité***
Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages
- Politique énergétique française (2) : les stratégies***
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages
- Politique énergétique française (1) : les enjeux***
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et
Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'Opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer,

août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va l'Église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

*La politique européenne de développement :
Une réponse à la crise de la mondialisation ?*

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

*La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo.*

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'Opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

*Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités
de la présidence française de l'UE*

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).**

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

LE CHRISTIANISME ET LA MODERNITÉ EUROPÉENNE (1) RÉCUSER LE DÉNI

Par Philippe PORTIER et Jean-Paul WILLAIME

On a parfois tendance, aussi bien en France que dans l'Union européenne, à occulter le rôle important de la religion chrétienne dans la généalogie de la modernité. Cette note se propose de récuser ce déni, en insistant sur le rôle (paradoxal) joué par la réflexivité chrétienne dans la sortie de l'univers théocratique et dans l'émergence de la civilisation démocratique.

La seconde partie de cette note, publiée simultanément, s'intitule *Le christianisme et la modernité européenne (2) Comprendre le retour de l'institution religieuse*. Après avoir abordé les résistances religieuses qui ont fait obstacle à la constitution de la modernité occidentale et qui ont souvent débouché sur la mise à l'écart des Églises, elle vise à montrer comment les institutions religieuses font aujourd'hui leur retour dans l'espace public.

*Mosaïque de l'Église de la Multiplication des pains
et des poissons à Tabgha en Israël.*

Les médias

fondapol.tv

ТРОП ЛИБЕРАЛЕ
une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol



Le site internet

fondapol.org



9782364081741

ISBN : 978 2 36408 174 1

5€